

- Le ministre bruxellois Didier Gosuin (Défi) estime qu'il n'y a pas de raison de modifier l'exécutif régional, malgré la demande en ce sens du CDH
- Son parti fait offre de service pour la Communauté française.
- Et E-Change, dit-il, n'a pas vocation à devenir un parti.

Entretien réalisé par Antoine Clevers

“Benoît Lutgen ne voulait pas de nous à la Fédération Wallonie-Bruxelles en 2014, mais maintenant il fait un chemin de croix à genoux pour qu'on y entre. Eh bien, nous avons des exigences.”

“Je ne vois pas pourquoi il faudrait changer la majorité bruxelloise”

Le temps passe, le blocage demeure. Le 19 juin dernier, le président du CDH, Benoît Lutgen, appelait à former des gouvernements régionaux sans le PS. En Wallonie, une alliance MR-CDH a vu le jour. A Bruxelles et en Communauté française (ou Fédération Wallonie Bruxelles), c'est l'impasse. Il semble de plus en plus évident que Défi, incontournable dans des majorités sans les socialistes, ne veut pas modifier l'attelage bruxellois (PS, Défi, CDH, Open VLD, SP.A, CD&V). Didier Gosuin, ministre bruxellois de l'Economie et de l'Emploi, et numéro deux de Défi, fait le point sur la situation à quelques jours de la reprise des négociations.

M. Gosuin, est-ce que, oui ou non, votre parti est prêt à former des gouvernements sans le PS ?

D'abord, Défi n'est pas au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le CDH s'était opposé à notre présence en 2014. Aujourd'hui, nous ne disons pas non, mais nous aurons des exigences. Mon président, Olivier Maingain, va émettre une série de conditions programmatiques et de gouvernance.

Et en Région bruxelloise ?

Le gouvernement actuel fonctionne. Là aussi, nous aurons des demandes en matière de gouvernance. Il y a déjà un accord avec Ecolo et il semble que le PS nous suive à 98%. Ensuite, en matière programmatique, je n'entends rien du côté du MR et du CDH. Je constate d'ailleurs que le CDH n'a pas remis en cause l'accord de gouvernement conclu il y a trois ans. On ne va quand même pas faire des gouvernements uniquement pour changer d'attelage.

En fait, vous reprochez au CDH de vouloir mettre le PS dehors sans proposer d'alternative en termes de contenu ?

Je constate que, certes, dans l'accord du gouvernement

wallon, il y a des changements, mais des changements engrangés dans la déclaration gouvernementale bruxelloise depuis 2014... En matière de rationalisation des outils économiques et financiers, par exemple,

nous avons déjà passé ce cap-là à Bruxelles. Quelles sont les avancées que proposent le CDH et le MR ? Je ne vois pas. Nous, au contraire, nous allons profiter de la crise pour rebooster la déclaration bruxelloise, notamment en matière de rationalisation. Et sans effets d'annonce ! Parce que je suis curieux de voir ce qui pourra sortir de l'accord wallon en un an de temps, à la veille d'élections. Je connais le temps nécessaire pour mener une réforme à son terme. Tout ce que l'on fait dans un temps très court, c'est des effets d'annonce.

A vous entendre, Défi ferme la porte à une modification de la majorité bruxelloise ?

Chez Défi, nous avançons dans le cadre d'un accord conclu à six partis et salué à l'époque par la presse. Tant qu'il n'y a rien d'autre sur la table, je ne vois pas pourquoi il faudrait changer les attelages, tout simplement parce que M. Lutgen a eu des humeurs qui répondent à un calcul électoral.

Est-ce un non ferme et définitif à l'appel de Benoît Lutgen ?

Mais il n'y a de non à rien. Pour la Fédération Wallonie Bruxelles, on formule des exigences programmatiques qui seront des points essentiels pour Défi. Et pour Bruxelles, je l'ai dit, je n'ai encore vu aucune proposition.

La gouvernance reste-t-elle pour Défi un préalable à toute négociation ?

Que je sache, la crise est née d'un problème de gouvernance. C'était l'argument premier avancé par M. Lutgen. Il faut commencer par aller à la source du mal.

Pour le CDH, il est devenu impossible de travailler avec le PS à cause des scandales éthiques. Ce n'est pas votre avis ?

“Je constate qu'à Liège, à Charleroi, au gouvernement bruxellois, à la Fédération W-B, le CDH gouverne toujours avec le PS.”

Les scandales ne sont pas nés au gouvernement bruxellois. Ils sont nés à la Ville de Bruxelles. Est-ce que ça rend malade le MR de travailler avec le PS à la Ville ? Non. Ils sont nés à la province de Liège, majorité PS-MR, et à la ville de Liège, majorité PS-CDH. Est-ce que ça rend malade le MR et le CDH de travailler avec le PS là-bas ? Non. Moi, ce que je constate, c'est qu'à Liège, à Charleroi, au gouvernement bruxellois, à la Fédération Wallonie-Bruxelles, le CDH gouverne toujours avec le PS...

Défi maintient-il sa demande d'écarter les députés inculpés (dont Joëlle Milquet, députée CDH bruxelloise) ?

Nous demandons de mettre au point un système permettant une mise en réserve des députés inculpés.

Ce point ne se retrouve pas dans l'accord de gouvernance Ecolo/Défi. Les écologistes n'en veulent pas, pas plus que les autres partis. Vous prêchez dans le désert, non ?

Nous continuerons à prôner ce qui existe dans d'autres pays. Pourquoi devrait-on y renoncer ?

Mais si tous les partis refusent, que ferez-vous en 2019 ?

N'écrivons pas l'histoire avant qu'elle n'ait eu lieu. Vous verrez que vous aurez bientôt à écrire qu'il s'agit d'une mesure de bonne et de saine gouvernance.

M. Maingain a dit qu'il formulerait une proposition pour la Communauté française autour du 20 août. Laquelle ?

Elle visera à renforcer son rôle. Nous y travaillons.

L'idée, c'est une sorte de super-gouvernement francophone composé des majorités wallonne et bruxelloise ?

C'est une des pistes. Il faut quand même bien gérer la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous, si on n'y est pas, on ne va pas pleurer. M. Lutgen ne voulait pas de nous en 2014 et croyez-moi que s'il n'avait pas causé cette crise, il ne nous voudrait toujours pas. Mais maintenant, il fait un chemin de croix à genoux pour qu'on y entre. Eh bien, nous avons des exigences.

Quel est votre pronostic pour la suite des événements ?

Etant donné que tout ce charivari procède d'un bas calcul politique et que, plus qu'une crise des institutions, il y a une crise du CDH, je n'ai pas de pronostic. Je ne sais pas pronostiquer l'irrationnel.

Un gouvernement minoritaire à Bruxelles, est-ce viable ?

Non, ce n'est pas viable. Cela impliquerait que le CDH tire définitivement la prise – ce qu'il n'a pas fait – et prenne en otage la gestion de Bruxelles.

“E-Change ne va pas s'empêcher de se réunir”

Début mai, dans “La Libre”, vous aviez qualifié de “fantasme des médias” les rumeurs sur un futur “En Marche belge” (un parti transcendant les clivages traditionnels, comme celui du président français Emmanuel Macron). Pourtant, “La Libre” a révélé en juillet que vous faites partie d'E-Change, ce groupe de réflexion rassemblant divers courants politiques.

Oui, j'y suis. Ce n'est pas encore un délit politique de parler avec des personnes d'autres horizons. On ouvre nos portes. Il est important pour moi, ministre de l'Economie et de l'Emploi, d'entendre d'autres sons de cloche. Je trouve ce travail de réflexion beaucoup plus honorable que le travail de politicien accroché à des stratégies de parti. Mais ce n'est pas

pour ça qu'il s'agit d'un nouveau parti.

Ce n'était donc pas tout à fait un “fantasme des médias”...

Le fantasme, c'est qu'il y aurait eu des ca-goulards se réunissant pour former un nouveau parti et bouleverser l'échiquier politique. E-Change n'est pas une société secrète, mais il n'y avait pas de raison non plus d'en faire la publicité. Il est honorable de rencontrer des gens comme Jean-Michel Javaux (Ecolo), Baudouin Meunier (un ex-directeur de bpost et Belgacom) ou Opaline Meunier (présidente de l'Unecof, Union des étudiants de la Communauté française).

Alda Greoli aussi, la vice-présidente CDH du gouvernement wallon...

Oui, des gens du CDH. Melchior Wathelet, Alda Greoli. Autant, je peux discuter avec elle de toutes ces choses-là, autant je ne la suis pas lorsqu'elle doit se mettre au diapason des humeurs de son président de parti, Benoît Lutgen.

Quelle est l'ambition d'E-Change ?

Faire rencontrer des gens de différents milieux qui peuvent apporter des impulsions sur certaines thématiques – environnement, enseignement, formation... A charge des partis de s'en imprégner en tout ou en partie.

Le groupe a-t-il l'ambition de peser sur les élections de 2019 ?

Non, pas du tout. Ce n'est pas un jeu partisan, c'est un jeu de réflexion. Vous savez, ce que nous vivons depuis deux mois et demi, c'est tout le contraire, c'est tout ce que les gens ne veulent plus, ces petits jeux politiques, les rapports de force, les faux arguments, les fausses amitiés. Ce cinéma, les citoyens en ont marre! Une partie importante de la classe politique en a marre! C'est cela qui gangrène la politique.

E-Change va-t-il encore se réunir ou la crise politique actuelle paralyse-t-elle tout ?

M. Lutgen nous empêche déjà de travailler correctement, il ne va pas en plus nous empêcher de nous réunir et de réfléchir.